

FINANCEMENT DE L'ADAPTATION À L'ÉCHELLE DES BASSINS : LE POTENTIEL DE L'INCUBATION POUR ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS



WEBINAIRE DU RÉSEAU INTERNATIONAL DES ORGANISMES DE BASSIN DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE "EAU" DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR LE CLIMAT (COP29)



Le Mardi 19 Novembre 2024, 15h00-16h45 (Heure d'Europe Centrale/Heure de Paris)

Interprétation simultanée: Français - Anglais - Espagnol

160
Participants

10
Intervenants

Organisations porteuses de projets d'adaptation de la gestion de l'eau aux impacts des changements climatiques:

- La **Commission nationale de l'eau du Mexique (CONAGUA)**, représentée par Mme Silvia Chávez Cereceda, Responsable de coopération internationale
- La **Commission du Bassin du Lac Victoria (LVBC)**, représentée par Mme Coletha Ruhanya, Secrétaire exécutive adjointe
- L'**Organisation du Traité de Coopération Amazonienne (OTCA)**, représentée par Mme Edith Parades, Directrice administrative
- L'**Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS)**, représentée par M. Ababakar Mbaye, Directeur de l'Environnement et du Développement durable
- L'**Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANAS)** du Cap Vert, représentée par Mme Vera Garcia Chaves, Directrice

Institutions financières fournissant des outils pour accélérer le développement de projets d'adaptation et faciliter l'accès à leur financement:

- La **Banque Mondiale (BM)**, représentée par M. Anders Jagerskog, responsable de programme Coopération pour les eaux internationales en Afrique
- L'**Agence Française de Développement (AFD)**, représentée par M. Lionel Goujon, responsable Eau et Assainissement
- La **Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF)**, représentée par M. Franz Rojas, chef de la division de l'eau et de l'assainissement
- La **Banque interaméricaine de développement (BID)**, représentée par M. Andres Guillermo Blanco Blanco, spécialiste principal en économie, eau et assainissement

Organisation chargée de la conclusion et du lien avec la prochaine Conférence des Nations Unies sur le climat (COP30, Belém, 10-21 Novembre 2025):

- Le **Ministère de l'environnement et du changement climatique du Brésil**, représenté par Mme Lara Bueno Giacomini, Directrice des Ressources en Eau

L'AMBITION DU WEBINAIRE DU RIOB

Ce webinaire s'est tenu dans le cadre de la journée dédiée à l'eau de la **Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (COP29)** organisée à Bakou.

Les impacts négatifs des changements climatiques affectent principalement nos sociétés à travers des **dérèglements du cycle de l'eau**: intensité et fréquence accrues des inondations et des sécheresses, précipitations erratiques, altérations des débits des cours d'eau, etc. L'adaptation passe donc nécessairement par une meilleure gestion des ressources en eau. Les **organismes de bassin ont à cet égard un rôle essentiel** à jouer: la planification des usages, des actions et des investissements; la mise en place d'une gouvernance adéquate, partagée entre divers acteurs et usagers; le développement et l'exploitation de réseaux de suivi hydrométéorologique, de modèles hydroclimatiques et de systèmes d'information performants.

Ce webinaire a permis d'aborder d'une part les **exemples de montage de projets d'adaptation aux changements climatiques**, et d'autre part les **outils et conseils des institutions financières** pour accélérer le développement de ces projets et leur financement. Il est important de poursuivre le travail de concertation, de dialogue et de sensibilisation, entre les organismes de bassins -qui est le cœur du métier du RIOB- et les institutions financières pour croiser les points de vue entre porteurs de projets et financeurs potentiels.

LES PROBLÉMATIQUES MISES EN AVANT

1 **Faire face aux défis sociétaux et climatiques des différentes régions démographiques**

La perturbation du cycle de l'eau modifie les **stratégies de planification** déjà mises en place aux différentes échelles d'un pays. Au Mexique, les ouragans gagnent en intensité: avec l'ouragan Otis, c'est un volume de pluie équivalent à 80% des précipitations moyennes annuelles qui s'est abattu en 4 jours. Dans ce même pays, et dans le même temps, 50% du territoire est affecté par des sécheresses. L'accroissement de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes rend les **outils et stratégies antérieurs** très largement obsolètes. Il faut les réviser pour leur rendre leur pertinence face à la nouvelle donne climatique.

Ces dérèglements, concomitants à l'**augmentation de la population** et à la **généralisation de mode de consommation et de production non soutenables**, affectent la sécurité alimentaire, énergétique et hydrique de nos sociétés. S'y adapter suppose de mettre en place des **cadres de gouvernance adaptés** et de développer des actions de contrôle de la demande en eau et de développement des ressources en eau non-conventionnelle. Le Cap Vert doit massivement recourir au dessalement de l'eau de mer (80% de son approvisionnement en eau) afin de répondre à ses besoins compte tenu d'une faible disponibilité des ressources en eau (seulement 3 mois de précipitation annuelle) rendue par ailleurs incertaine par ces dérèglements climatiques.

La **répartition et le partage des ressources** en eau rendent difficile la mise en place de projets d'adaptation au changement climatique. En Amérique, c'est 71% de l'eau superficielle qui est partagée entre les 67 bassins transfrontaliers, représentant 60% du territoire et 40% de la population.



"Seuls 11 de ces 67 bassins transfrontaliers américains sont couverts par un accord de coopération permettant une gestion conjointe des ressources en eau. La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a lancé une initiative pour appuyer la gouvernance la planification, la gestion, le renforcement des capacités, le financement et les systèmes d'information dans ces bassins transfrontaliers"

M. Andres Guillermo Blanco Blanco, spécialiste principal en économie, eau et assainissement, Banque Interaméricaine de Développement.

2 **Processus long et complexe d'accès au financement**

L'**accès au financement** pour des projets d'adaptation nécessite des **connaissances** et des **compétences** spécifiques que tous les organismes de bassin ne possèdent pas. Par ailleurs, les procédures d'accès à ces financements ont initialement été conçues pour des Etats, qui restent la cible prioritaire des institutions financières. Si les organismes de bassin peuvent être éligibles, le processus d'accréditation (Fonds Vert pour le Climat, Fonds d'Adaptation) est **énergivore, chronophage** et l'accréditation une fois obtenue n'est valable que pour une durée limitée (5 ans). Mais l'accréditation présente l'avantage d'accéder directement à ces financements. La non-accréditation de la Commission du bassin du Lac Victoria pose des difficultés d'accès aux sources de financements. La Communauté d'Afrique de l'Est sert actuellement d'intermédiaire, mais la LVBC a entamé la procédure d'accréditation pour bénéficier d'un accès direct.

"L'accès direct aux financements du climat est d'intérêt, mais c'est un processus long, complexe et coûteux"

Mme Edith Paredes, Directrice Administrative, Organisation du Traité de Coopération Amazonienne



1 Combiner différents schémas de financements innovants et provenant de sources différentes (privé, publique, paiement des services climatiques et environnementaux, fonds non gouvernementaux, philanthropiques, fiscalité...)

La cartographie des sources de financement disponibles est un exercice essentiel auquel ce webinaire s'est essayé et qu'il faut décliner localement. De nombreuses banques de développement bi et multilatérales ont développé des facilités pour appuyer le montage et le financement de projets d'adaptation dans le domaine de l'eau, qui complète utilement les institutions internationales spécialisées dans la finance climat (comme le Fonds d'Adaptation, le Fonds Vert pour le Climat, etc.).

La facilité de préparation de projet eau (PPSA) de la CAF a déjà apporté 24 millions de dollars de financement au bénéfice de 14 pays latino-américains. L'Agence Française de Développement (AFD) a pour sa part lancé dès 2017 sa facilité "Adapt'Action" qui a mobilisé à ce jour 60 millions d'euros pour soutenir 89 projets (renforcement de la connaissance et des études de vulnérabilité aux impacts des changements climatiques, renforcement des capacités des parties prenantes, développement de stratégie d'investissements en faveur de l'adaptation). Les organismes de bassin sont éligibles et peuvent bénéficier des financements de cette facilité.

Au Mexique, les pouvoirs publics ont élaboré une "taxonomie durable", un outil qui classe les activités économiques et financières en fonction de leurs bénéfices environnementaux, climatiques et de développement durable, et ce afin d'encourager et d'accroître les investissements privés et publics de ces activités.

Un nombre sans cesse croissant d'organismes obtiennent chaque année leurs **accréditations** aux fonds spécialisés, ce qui multiplie les opportunités d'accès (direct ou indirect) au financement. La Commission du Bassin du Lac Victoria propose ainsi régulièrement des projets et recherche des financements auprès d'organismes accrédités (comme le Programme des Nations unies pour l'environnement - PNUE, ou la Banque Africaine de Développement - BAfD).

Certains organismes de bassin sont par ailleurs en mesure de **mobiliser des ressources de financement propres**, par le biais de taxe (redevances des Agences de l'eau françaises) ou par la génération de revenus pour services rendus aux usagers: l'OMVS facture les prélèvements d'eau permis par le barrage de Diama ainsi que la fourniture de l'hydroélectricité produite par le barrage de Manantali.

2 Mieux connaître les vulnérabilités du territoire pour développer les actions et adopter les technologies d'adaptation les plus pertinentes et les plus efficaces

Il est important que les organismes de bassin établissent une **stratégie durable, à long terme, basée sur des connaissances techniques** (suivi in-situ, télédétection, satellitaire, modélisation hydro-climatique, étude de vulnérabilités), sur lesquelles les **institutions financières peuvent s'appuyer** pour investir dans des projets viables.

L'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal a mis en avant le projet DYNObA, soutenu financièrement par l'AFD pour protéger les têtes de bassin du Fouta-Djalon, château d'eau de l'Afrique de l'Ouest dont la sauvegarde est essentiel à l'adaptation aux changements climatiques. Des experts réalisent une mission de diagnostic dans le cadre de la préservation des zones humides, de la biodiversité et des sols. L'objectif est de développer les connaissances des bassins sur différents outils et de lancer des projets pilotes appuyés par des experts techniques.

A l'image de la Banque Mondiale, de la BID ou des facilités de l'Agence Française de développement et de la CAF, les **institutions financières complètent de plus en plus souvent leur soutien financier par un soutien technique** (ex : les actions de la BID pour réduire les impacts des changements climatiques sur la qualité de l'eau, avec un programme de raccordement de 48 000 foyers à l'assainissement dans le bassin du fleuve Uruguay ; le projet CAF de restauration du bassin du fleuve Lempa, sur une durée de 20 ans et avec un budget de 350 millions de dollars).

Les études de vulnérabilités ne se limitent pas à l'analyse hydrique et doivent recouvrir également les **vulnérabilités socio-économiques**. Les plans d'adaptation doivent pour leur part avoir pour objectif de maintenir et développer les moyens de subsistance des populations. Au Cap Vert, en Amazonie et ailleurs, les communautés les plus pauvres sont la plupart du temps également les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques.

"Le mécanisme de préparation des projets (PPSA) dans le domaine de l'eau est un excellent outil pour accélérer le développement des projets, car il apporte un soutien aux porteurs de projets pour les études de faisabilité et la conception."



M. Franz Rojas, chef de la division de l'eau et de l'assainissement, Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF)

3 Améliorer les capacités et la mobilisation des institutions nationales sur le thème du changement climatique à l'échelle local, des bassins, du fédéral et de l'Etat

L'accompagnement des organismes de bassins par les États est nécessaire pour améliorer leurs connaissances des financements (nationaux et internationaux) potentiels mais également pour diminuer les **contraintes réglementaires** sur ces appuis internationaux de projets d'adaptation au changement climatique.

4 Echanges et communications entre différents organismes internationaux, nationaux, et régionaux

L'échange d'expériences pratiques sur l'incubation de projets d'adaptation à l'échelle des bassins et leurs bénéfices, le partage d'information sur les financements disponibles et le renforcement des capacités à accéder à ces fonds sont rendus possibles par des partenariat et des réseaux, tels que le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) et ses réseaux régionaux.

CONCLUSION ET PERSPECTIVE

Face à l'urgence climatique, l'**accélération des projets d'adaptation dans les bassins nationaux et transfrontaliers est une réponse stratégique, efficace, inclusive et collaborative.**

Les institutions financières ont un rôle clé dans ce processus. Elles apportent aux porteurs de projet un **soutien à la fois technique et financier**, qui doit s'inscrire sur le long terme. Elles pourraient utilement accorder une plus grande priorité aux projets d'adaptation portés par les organismes de bassin: l'adaptation à l'échelle du bassin apporte des bénéfices supérieurs à celle conduite dans les étroites limites administratives intra- et inter-étatiques.

Le RIOB, ses membres et partenaires poursuivront les efforts d'accélération de développement de projets d'adaptation, et les résultats de ses efforts seront présentés lors de la **prochaine Conférence des Nations Unies sur le climat (COP30) à Belém**, au Brésil, du 10 au 21 Novembre 2025.

"Les solutions viennent de l'intérieur. Il est urgent d'écouter les pays et les acteurs des bassins, et de comprendre leurs lois pour travailler avec eux."



Mme Lara Bueno Giacomini, Directrice des ressources en eau, Ministère de l'environnement et du changement climatique du Brésil.



Directeur Environnement & Développement Durable - OMVS



Directrice Administrative - OTCA



Spécialiste principal en économie, eau & assainissement - BID



Secrétaire Exécutive adjointe - LVBC



Chef Division Eau et Assainissement - CAF



Directrice de la Ressource en Eau - Ministère du Brésil



Responsable du programme CIWA - BM



Responsable Coopération Internationale - CONAGUA



Responsable Eau & Assainissement, AFD



Directrice - SWA

Retrouvez des informations complémentaires sur ce webinaire et les activités du RIOB à la COP29 ici:

- [Informations sur les activités du RIOB à la COP29](#)
- [Page web du webinaire avec les présentations des panélistes](#)